



Cette publication a été réalisée avec le soutien financier du Programme Justice de l'Union européenne. Le contenu de cette publication est de la seule responsabilité de l'auteur et ne peut en aucun cas être pris pour refléter les vues de la Commission européenne. Numéro de l'accord: JUST / 2014 / RDIS / AG / DISC / 8096

Recommandations politiques

WS1 – O4

Information du projet

Acronyme du projet :	SERCo
Titre du projet :	Entrepreneuriat social pour les communautés roms
Numéro de l'accord :	JUST/2014/ RDIS/AG/DISC/8096
Site du projet :	www.serco-project.eu
Partenaire auteur :	Amalipe
Version du rapport :	1.0
Date de préparation :	30.07.2016

Date	Version	Auteurs	Description
30.07.2016	1.0	Amalipe	Version finale

©SERCo – Social Entrepreneurship for Roma Communities 2016

Avec le soutien du programme Égalité et Citoyenneté de l'Union européenne.

Table des matières

Liste d'abréviations	4
Résumé	4
Description du projet	5
Introduction	6
État de la situation institutionnelle	7
Créer un cadre	7
Initiatives de politiques européennes dans la perspective du projet SERCo	8
Financement: outil et symbole	9
État des lieux dans les États membres	10
États membres: histoires communes ou parallèles	10
Dangers	11
L'entrepreneuriat social: un élément indispensable des politiques d'intégration	12
Rappels et recommandations	13
1. Commission européenne	14
2. Agence des Droits Fondamentaux	14
3. Gouvernements des pays de l'EEE et la Suisse	15
4. Gouvernements nationaux des États membres de l'UE	15
5. Points de Contact Nationaux pour les stratégies nationales	16
6. Autorités locales et régionales	16
7. Une approche méthodologique différente	16
Conclusions	17
Bibliographie	18

Liste d'abréviations

Abréviation	Explication
<i>FSE</i>	Fonds Social Européen
<i>VLE</i>	Environnement d'apprentissage virtuel
<i>CE</i>	Commission européenne
<i>OP</i>	Programme opérationnel
<i>NRIS</i>	Stratégies nationales d'intégration des Roms
<i>ACPSI/PAKIV</i>	Association de promotion de l'inclusion sociale PAKIV
<i>TMAF</i>	Fondation Tolérance et Mutuelle
<i>CESIE</i>	Centro studi e iniziative europeo Centre européen d'études et d'initiatives
<i>EEE</i>	Espace économique européen

Résumé

Le document « Recommandations politiques » est un livrable de WS1 - Cartographie Social Entrepreneuriat dans les communautés Roms. Son objectif principal est de présenter des recommandations qui stimuleront des actions politiques efficaces pour l'inclusion des Roms par le biais de l'entrepreneuriat social. Ces recommandations sont considérées comme un pilier de l'intervention fondée sur des données probantes pour la réforme des politiques générée par le projet SERCo.

Le document présente l'état d'avancement de la politique européenne et des états membres - identifiant non seulement les bonnes pratiques, mais aussi des pièges communs que le projet tente d'aborder. À cette fin, les recommandations politiques sont analysées en deux niveaux: 1) des recommandations générales, en référence aux politiques gouvernementales la protection et l'intégration des Roms, et 2) des recommandations spécifiques, en relation avec la portée du projet (Entrepreneuriat, médiation et réseaux de l'Etat et d'autres structures, outils de développement et de financement, etc.).

Les conclusions de ce document mettront en évidence la contribution du projet SERCo comme outil efficace pour déclencher des changements politiques dans le domaine socio-économique des communautés roms.

Description du projet

Le projet a pour but de résoudre le problème de l'inclusion économique et sociale des communautés Roms en appliquant le concept de l'économie sociale comme solution innovante pour réduire le risque de pauvreté et en encourageant l'entrepreneuriat et ce :

- 1) en analysant le potentiel de l'application des pratiques d'économie sociale au sein des communautés roms, d'un point de vue social, économique et institutionnel ;
- 2) en engageant les décideurs politiques, les fonctionnaires et les médiateurs roms de formation dans le développement d'entreprises sociales ; et
- 3) en assistant les initiatives d'entrepreneuriat social des Roms et en promouvant l'économie sociale au sein des communautés roms et auprès du grand public.

Les partenaires du projet SERCo reconnaissent que l'entrepreneuriat social peut être une solution aux problématiques des Roms, car il :

- aide à résoudre certains des besoins existants au sein de cette communauté ;
- facilite la qualification pour un emploi ;
- utilise des ressources locales et permet l'émergence d'entrepreneurs supplémentaires ;
- supporte les métiers/artisanats traditionnels ;
- améliore le niveau de qualification et d'éducation ;
- stimule la solidarité et conduit à l'amélioration des relations entre les membres de la communauté ;
- constitue une méthode d'auto-apprentissage ;
- permet d'employer des personnes en situation de vulnérabilité.

5

Les principaux produits livrables du projet sont :

- Un guide pour l'entrepreneuriat social des Roms
- Programme de formation pour des médiateurs
- Un mentorat individuel pour le développement d'entreprises sociales
- VLE pour l'apprentissage mutuel (Environnement d'Apprentissage Virtuel)
- Tables rondes & journées d'information
- Un réseau pour l'économie sociale des Roms

Le consortium de SERCo est composé par les partenaires suivants :

- Centre de recherche de l'Université du Pirée, www.kep.unipi.gr, Grèce – Coordinateur du projet SERCo
- IDEA ROM ONLUS, www.idearom.it, Italie
- CESIE, www.cesie.org, Italie
- Bureau d'Information Européen sur les Roms - ERIO, www.erionet.eu, Belgique

- Centre pour le dialogue interethnique et la tolérance “AMALIPE”, www.amalipe.com, Bulgarie
- Fondation Pere Closa, www.fundaciopereclosa.org, Espagne
- Fondation de la Tolérance et de l’Entraide (TMAF), Bulgarie
- Quatre éléments, www.4-elements.org, Grèce
- Association de promotion de l'inclusion sociale PAKIV (ACPSI PAKIV), www.pakiv.ro, Roumanie

Introduction

L'objectif de ce travail est d'identifier des recommandations pour établir les conditions préalables au niveau local, national et européen pour le développement de l'entrepreneuriat de l'économie sociale dans la communauté rom. Les recommandations sont fondées sur des documents qui ouvrent la voie à l'intégration des Roms, comme les recommandations du Conseil Européen sur des mesures efficaces d'intégration des Roms dans les États membres, le cadre national pour les stratégies nationales d'intégration des Roms, les stratégies d'intégration dans 27 États membres et autres. Elles sont dirigées vers les autorités locales, les gouvernements nationaux, la Commission européenne, l'Agence européenne des Droits Fondamentaux, et d'autres. Les recommandations proposées à ces parties prenantes permettent d'établir un cadre pour le développement de l'entrepreneuriat social et de l'économie sociale dans la communauté rom, notamment en utilisant les possibilités offertes par les Fonds social européen et d'autres outils politiques et financiers.

6

La structure de ce document est organisée afin de présenter de façon cohérente les lignes directrices disponibles à partir des documents stratégiques corrélés avec les résultats de l'analyse des besoins du projet SERCo. Ce document présente l'état des lieux dans les domaines politiques concernés et met en évidence les bonnes pratiques et les pièges communs au niveau européen et national.

Il est suivi d'une présentation des recommandations politiques analysées dans deux domaines distincts :

- Des politiques horizontales visant à protéger et à intégrer les Roms,
- Des politiques ciblées axées sur la création d'un véritable accès à l'entrepreneuriat social (médiation, financement, formation, etc.)

Les conclusions de ce rapport réaffirmeront la valeur du projet SERCo et de ses résultats, comme outils efficaces d'application de ces recommandations.

État de la situation institutionnelle

La protection des droits de l'homme et l'inclusion sociale des groupes vulnérables ainsi que l'égalité de traitement et l'égalité des droits des minorités figurent parmi les principes fondamentaux de l'Union européenne¹ et de ses pays membres. Les Roms sont la minorité la plus importante d'Europe, mais de nombreux Roms dans l'UE sont toujours confrontés à une pauvreté profonde, à l'exclusion sociale, à la discrimination et à des obstacles à l'exercice de leurs droits fondamentaux.

Créer un cadre

Conformément à ces principes fondamentaux, l'intégration de la communauté Rom est l'une des principales tâches stratégiques auxquelles sont confrontés les États membres et l'Union dans son ensemble, constituant une responsabilité commune². Le Conseil de l'Union européenne a approuvé dix principes fondamentaux de l'inclusion des Roms lors de sa réunion du 8 juin 2009³. Ils constituent la base d'une politique globale d'intégration des Roms aux niveaux national et européen, puisque le Conseil a invité la Commission européenne et tous les États membres « à prendre en compte les principes de base communs, le cas échéant lors de la conception et de la mise en œuvre de politiques visant à promouvoir la pleine intégration des Roms... »

En reconnaissant les conditions de vie et sociales de la population Rom, l'organe législatif de l'Union européenne, le Parlement européen a adopté plusieurs résolutions, telles que la résolution du 9 septembre 2010 sur la situation des Roms⁴, et le 9 mars 2011 sur la stratégie de l'UE pour l'inclusion des Roms⁵, en invitant la Commission européenne et les États membres à mobiliser les stratégies et instruments existants de l'Union en vue d'assurer l'inclusion socio-économique des Roms.

Les réponses à ces appels ont été nombreuses, en reconnaissant les questions soulevées par le Parlement européen, et ont essayé de former un plan cohérent. Dans sa communication du 5 avril 2011 intitulée « Un cadre européen pour les stratégies nationales d'intégration des Roms »⁶, la Commission cherche à « **faire une différence tangible pour la vie des citoyens Roms... Avec ce cadre communautaire, la Commission européenne encourage les États membres, proportionnellement à la taille de la population Rom qui habite sur leur**

¹ L'article 3 du traité sur l'Union européenne ainsi que les articles 9 et 10 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

² http://ec.europa.eu/justice/discrimination/Roma/index_en.htm

³ http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/lsa/108377.pdf

⁴ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2010-0312+0+DOC+XML+V0//EN>

⁵ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2011-0092+0+DOC+XML+V0//EN>

⁶ http://ec.europa.eu/health/sites/health/files/social_determinants/docs/com2011_173_en.pdf

territoire et en tenant compte de leurs différents points de départ, d'adopter ou de développer une approche globale de l'intégration des Roms... ». Le cadre soutient également certains objectifs en matière d'éducation, d'emploi, de santé et de logement afin d'accélérer l'intégration des Roms.

Conformément au Cadre européen pour les Stratégies nationales d'intégration des Roms, tous les États membres de l'UE (à l'exception de Malte) ont approuvé et présenté devant la Commission européenne (CE) leurs stratégies nationales ou un ensemble intégré de mesures. Dans certains États membres comme la Bulgarie, les stratégies ont été approuvées par leurs organes législatifs, montrant un niveau d'engagement et un mandat politique plus élevés.

Conformément au Cadre européen pour les stratégies nationales d'intégration des Roms, la Commission européenne évalue annuellement les stratégies et leur mise en œuvre par les États membres depuis 2012. Les rapports d'évaluation couvrent les « conditions préalables structurelles » (cadre institutionnel, financier, politique), les progrès dans les principaux domaines, les progrès dans les mesures horizontales (comme la lutte contre la discrimination) et proposent des recommandations pour améliorer la mise en œuvre des stratégies. Le rapport est accompagné d'un document de travail des services de la Commission avec une fiche d'information pour chaque pays.

Suite à ces évaluations⁷ et au vu de la situation actuelle, le Conseil européen a approuvé, le 9 décembre 2013, la recommandation sur les mesures efficaces d'intégration des Roms dans les États membres⁸. Le document entend « donner des orientations aux États membres à renforcer l'efficacité de leurs mesures en faveur de l'intégration des Roms et à renforcer la mise en œuvre de leurs stratégies nationales d'intégration des Roms ou de mesures intégrées dans le cadre de politiques plus larges d'inclusion sociale visant à améliorer la situation des Roms et à combler les écarts entre les Roms et la population générale. »⁹

8

Initiatives de politiques européennes dans la perspective du projet SERCo

Ces documents procèdent à la spécification des politiques d'intégration et donnent le ton aux actions nécessaires des États membres. Le Conseil recommande aux États membres d'adopter des mesures efficaces d'intégration des Roms touchant tous les aspects de la vie sociale et économique des Roms. Il existe un ensemble de politiques visant à renforcer le capital humain (éducation, emploi, soins de santé, logement), la cohésion sociale (lutte contre la discrimination, protection des enfants et femmes roms). L'accent est mis sur l'intégration économique des Roms par l'investissement social et l'autonomisation.

⁷ http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/com2012_226_en.pdf

⁸ https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/lsa/139979.pdf

⁹ [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1468088863200&uri=CELEX:32013H1224\(01\)](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1468088863200&uri=CELEX:32013H1224(01))

En regardant de plus près, nous pouvons identifier des recommandations spécifiques qui sont directement liées au projet SERCo. L'esprit d'entreprise est un des principaux objectifs de la recommandation de politiques sur les questions de politique de fond, l'accès à l'emploi - « 1.4. (B) soutenir le travail indépendant et l'entrepreneuriat ». Dans la même rubrique « c) parallèlement aux services de soutien aux demandeurs d'emploi individuels, axés sur l'orientation personnalisée et la planification de l'action individuelle... », décrivant le rôle de la médiation dans l'aide aux initiatives commerciales. Le document souligne également la nécessité de « promouvoir la formation et l'emploi de médiateurs qualifiés dédiés aux Roms et d'utiliser la médiation comme une des mesures visant à remédier les inégalités auxquelles les Roms sont confrontés en termes d'accès à une éducation de qualité, à l'emploi, aux soins de santé, et le logement. »

Financement: outil et symbole

Dans la Recommandation du Conseil sur les mesures efficaces d'intégration des Roms dans les États membres, le Conseil nomme le Fonds Social européen (FSE) comme le mécanisme approprié pour financer ces politiques. Le FSE et le FEDER (et en complément du programme PROGRESS - Programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale) sont les principaux fonds utilisés comme outils efficaces pour lancer des initiatives d'inclusion sociale. Les documents stratégiques du FSE (Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006¹⁰ du Conseil) ont jeté les bases d'un lien entre l'entrepreneuriat et l'entrepreneuriat social pour l'intégration des Roms. En ce qui concerne les questions de fond, le document stipule que « la promotion de l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté et la discrimination, y compris, entre autres, l'intégration socioéconomique des communautés marginalisées telles que les Roms, au moins 20% des ressources totales du FSE dans chaque État membre à l'investissement dans les personnes... »

Le FSE a pour mission de « promouvoir des niveaux élevés d'emploi et de qualité de l'emploi, d'améliorer l'accès au marché du travail, de soutenir la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs et de faciliter leur adaptation aux mutations industrielles et aux changements des systèmes de production nécessaires à encourager un niveau élevé d'éducation et de formation pour tous et soutenir la transition entre l'éducation et l'emploi pour les jeunes, lutter contre la pauvreté, renforcer l'inclusion sociale et promouvoir l'égalité des sexes, la non-discrimination et l'égalité des chances, contribuant ainsi aux priorités de l'Union européenne en ce qui concerne le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale. » La portée du soutien du Fonds prévoit un soutien du FSE pour 19 priorités d'investissement. Parmi eux sont inclus :

"b) Pour l'objectif thématique « promouvoir l'inclusion sociale, combattre la pauvreté et toute discrimination » :

¹⁰ http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2013.347.01.0470.01.ENG

(li) l'intégration socio-économique des communautés marginalisées telles que les Roms ;

(V) Promouvoir l'entrepreneuriat social et l'insertion professionnelle dans les entreprises sociales et l'économie sociale et solidaire afin de faciliter l'accès à l'emploi "

Aussi:

"A) Pour l'objectif thématique « Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre » :

(lii) Le travail indépendant, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises, y compris les micros, petites et moyennes entreprises innovantes »

État des lieux dans les États membres

Dans la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée "Evaluation de la mise en œuvre du Cadre européen pour les stratégies nationales d'intégration des Roms et de la Recommandation du Conseil Les États membres "(2016)¹¹ et le document de travail des services de la Commission qui l'accompagne, il est procédé à une évaluation détaillée pays par pays dans le cadre de l'UE.

États membres: histoires communes ou parallèles

Après avoir mis en place tous les volets de la réforme institutionnelle et du soutien financier, les États membres élaborent, mettent en œuvre et financent des programmes basés sur la portée de leurs stratégies nationales et présentent leurs progrès. Un facteur clé de réussite est la mise en œuvre de certains programmes opérationnels cofinancés par le FSE qui incluent les priorités d'investissement qui prévoient un soutien ciblé à l'intégration des Roms, à l'entrepreneuriat et à l'entrepreneuriat social¹² suite aux règlements du FSE.

« La promotion de l'entrepreneuriat social » et « Le travail indépendant, l'esprit d'entreprise et la création d'entreprises » figurent parmi les priorités d'investissement les plus souvent sélectionnées dans la plupart des États membres de l'UE. Les programmes opérationnels cofinancés par le FSE dans certains États membres sont des moyens possibles de financer les initiatives d'entrepreneuriat social et de travail indépendant pour relever les taux d'emploi des Roms et favoriser leur intégration.

¹¹ COM (2016) 424, 27 June 2016. http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/Roma-report-2016_en.pdf

¹² Par exemple, 11 États membres ont choisi « l'intégration socio-économique des communautés marginalisées telles que les Roms »: Autriche, Belgique, Bulgarie, République tchèque, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Slovaquie.

Le Programme opérationnel de développement des ressources humaines (PO) bulgare, le Programme de développement des ressources humaines grec, l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie pourraient être considérés comme de bonnes pratiques puisqu'ils intègrent l'élément de l'entrepreneuriat social:

- Le programme bulgare « L'intégration socio-économique des communautés marginalisées », approuvée par le Comité de suivi en novembre 2015, vise à soutenir des projets municipaux intégrés pour la mise en œuvre des Plans municipaux d'intégration des Roms. Ils devraient comporter comme éléments obligatoires « Améliorer l'accès aux services de santé et aux services sociaux » et « Améliorer l'accès à l'emploi ». Des mesures visant à promouvoir l'entrepreneuriat social dans la communauté rom pourraient être soutenues. En outre, en juillet 2016, l'autorité de gestion du HRDOP a annoncé un appel d'offres spécial pour l'entrepreneuriat social. Les projets qui soutiennent les groupes vulnérables, y compris les Roms, sont prioritaires.
- Le programme de développement des ressources humaines Grèce, l'éducation et l'éducation et la formation tout au long de la vie et ses priorités 4.1, 4.2 et 4.3 du programme opérationnel « Développement des ressources humaines » (2007-2013) visant à renforcer la cohésion sociale, l'égalité d'accès pour tous au marché du travail et à la prévention de la marginalisation et exclusion. Action 1: assistance à l'intégration socio-économique des groupes vulnérables (c) Personnes ayant des particularités culturelles et religieuses, a inclus les Roms dans le contexte de la stratégie nationale grecque. Elle a spécifiquement souligné l'importance de l'entrepreneuriat dans le processus d'intégration. La Grèce a également soumis le PO « Développement des ressources humaines, éducation et apprentissage tout au long de la vie » de la période de programmation 2014-2020 qui indique clairement l'importance de l'entrepreneuriat social dans l'intégration des Roms.

11

Bien qu'il existe des mesures de soutien à l'entrepreneuriat et à l'artisanat qui ont été adoptées dans certains pays, même complétées par des subventions pour la promotion de l'esprit d'entreprise, l'entrepreneuriat social n'est toujours pas considéré comme un élément important et indispensable du contexte de l'intégration rom. En conséquence, les modèles communément acceptés pour l'entrepreneuriat social dans la communauté rom ne sont pas évidents: bien que les pratiques réussies existent dans certaines localités, elles ne sont pas converties en modèles.

Dangers

Comme l'ont souligné les communications officielles de la Commission européenne et l'analyse des besoins, le contexte d'un cadre politique cohérent et solide au niveau européen a été mis en place. Des initiatives législatives, politiques et financières ont été mises en place et un mécanisme d'évaluation produit déjà des résultats. Selon eux, certaines tendances positives ont été observées dans plusieurs domaines, comme l'accent mis sur

l'éducation de la petite enfance. Toutefois, une nouvelle détérioration des conditions de vie des Roms et une hostilité généralisée des sociétés majoritaires ont été identifiées. Cela s'explique en partie par la crise économique et les mesures d'austérité qui ont conduit à de nouvelles réductions des dépenses publiques.

La discrimination des Roms est toujours présente et la coopération avec la société civile et l'engagement du secteur privé dans la mise en œuvre restent insuffisantes, alors qu'il est clair que la prise en compte de l'impact des efforts d'intégration sur le terrain devrait également être améliorée.

L'entrepreneuriat social : un élément indispensable des politiques d'intégration

Ces contretemps sont les enjeux que le projet « Entrepreneuriat social pour les communautés roms » (SERCo) essaie de mettre en valeur et d'aborder. Les principaux résultats obtenus en Grèce, en Bulgarie, en Espagne, en Italie, en Roumanie et en Belgique, ainsi que le statut des populations roms dans les états membres, démontrent clairement les énormes lacunes en termes d'intégration sociale et économique des Roms. L'importance de l'entrepreneuriat social dans les groupes sociaux vulnérables est mise en évidence par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) qui la définit comme « l'esprit d'entreprise qui a pour objectif principal de relever les défis sociaux pressants et de répondre aux besoins sociaux de manière innovatrice tout en servant l'intérêt général et le bien commun au profit de la communauté. En bref, l'entrepreneuriat social cible l'impact social plutôt que la maximisation du profit dans son effort pour atteindre les groupes les plus vulnérables et contribuer à une croissance inclusive et durable.¹³ »

L'OCDE reconnaît l'entrepreneuriat social et son rôle dans la résolution des problèmes sociaux, économiques et environnementaux tout en favorisant la croissance inclusive, la prospérité partagée et l'inclusion sociale. Dans la publication de l'OCDE « *Policy Brief on Social Entrepreneurship Entrepreneurial Activities in Europe* » (2013)¹⁴, il est également marqué comme une étape importante pour les décideurs politiques européens et les autres parties prenantes impliquées dans la promotion des écosystèmes nationaux et sous-nationaux pour les entreprises socialement orientées. Bien sûr, cela repose sur la définition même donnée par la Commission européenne d'une entreprise sociale comme étant « un opérateur dans l'économie sociale dont l'objectif principal est d'avoir un impact social plutôt que de faire un profit pour leurs propriétaires ou actionnaires. Il opère en fournissant des biens et des services pour le marché de manière entrepreneuriale et innovatrice et utilise ses profits principalement pour atteindre des objectifs sociaux. Il est géré de manière

¹³ <http://www.oecd.org/cfe/leed/social-entrepreneurship-oecd-ec.htm>

¹⁴ https://www.oecd.org/cfe/leed/Social%20entrepreneurship%20policy%20brief%20EN_FINAL.pdf

ouverte et responsable et implique notamment les salariés, les consommateurs et les acteurs concernés par ses activités commerciales.¹⁵ »

Les avantages de l'entrepreneuriat social sont décrits dans plusieurs documents stratégiques de l'UE et de ses états membres. Il s'agit d'une solution innovante pour réduire le risque de pauvreté et renforcer l'esprit d'entreprise dans la communauté rom. Il semble être une solution bien adaptée aux problèmes auxquels font face les Roms car il :

- permet d'employer des personnes en situation de vulnérabilité ;
- aide à résoudre certains des besoins existants au sein de cette communauté ;
- facilite la qualification pour un emploi ;
- utilise des ressources locales et permet l'émergence d'entrepreneurs supplémentaires ;
- supporte les métiers/artisanats traditionnels ;
- améliore le niveau de qualification et d'éducation ;
- stimule la solidarité et conduit à l'amélioration des relations entre les membres de la communauté ;
- constitue une méthode d'auto-apprentissage.

Il est donc nécessaire de rationaliser la création de l'entrepreneuriat social des Roms dans les stratégies nationales d'intégration des Roms, ainsi que dans l'ensemble de la politique d'intégration des Roms aux niveaux local, national et européen.

13

Rappels et recommandations

Le but de ce projet est de promouvoir l'importance de l'entrepreneuriat social dans l'intégration des Roms. Il vise également à fournir et évaluer les conditions préalables nécessaires au développement de cet outil d'une manière efficace et acceptable dans les communautés roms. Ainsi, les recommandations suivantes constituent un cadre solide et compatible avec les principes et la méthodologie exposés et suivis par les institutions internationales et les autorités nationales et locales.

À partir de l'expérience acquise lors de la mise en œuvre du projet SERCo, les recommandations suivantes ont été élaborées et sont fournies à un large éventail d'acteurs tels que les autorités locales, les gouvernements nationaux, la Commission européenne et l'Agence européenne des Droits Fondamentaux.

¹⁵ http://webapi.eesc.europa.eu/documentsanonymous/ces1292-2012_ac_en.doc

1. Commission européenne

1.1. Bien que le mécanisme de contrôle de la mise en œuvre de la recommandation du Conseil « 1.4. (b) le soutien au travail indépendant et à l'entrepreneuriat » par les États membres, a été fixé et produit déjà des résultats, une attention particulière devrait être accordée au développement de l'entrepreneuriat social et de l'économie sociale dans la communauté rom.

La Commission européenne devrait faire rapport sur les conclusions concernant la mise en œuvre de la recommandation 1.4 du Conseil dans son rapport annuel intitulé « Evaluation de la mise en œuvre du cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms et recommandation du Conseil sur les mesures efficaces d'intégration des Roms par les États membres » publiée chaque année en Juin, incorporant des faits et des données sur l'entrepreneuriat social et l'économie sociale dans les communautés roms en tant qu'indicateur clé de l'intégration. À cette fin, la Commission européenne doit solliciter des informations sur l'entrepreneuriat social et l'économie sociale dans la communauté rom par les Points de Contact Nationaux sur une base annuelle, en utilisant le modèle de rapport pour la mise en œuvre des stratégies nationales ou toute autre source disponible ;

1.2. Sur la base de la recommandation précédente, il est fortement proposé d'inclure le thème de l'entrepreneuriat social et de l'économie sociale dans la communauté rom dans les visites bilatérales de suivi aux États membres organisées par la Commission européenne ;

1.3. Un autre facteur important dans le succès global des politiques d'intégration serait le partage des bonnes pratiques, qui se tiendrait lors d'une réunion spéciale de la Plateforme européenne des Roms sur l'entrepreneuriat social et l'économie sociale dans la communauté rom ;

1.4. Les autorités de gestion des programmes opérationnels cofinancés par le FSE au niveau national et régional devraient être encouragées à utiliser les priorités d'investissement « Intégration socio-économique des communautés marginalisées telles que les Roms », « Promouvoir l'entrepreneuriat social » et « Travail autonome, entrepreneuriat et création d'entreprises » pour soutenir le développement de l'entrepreneuriat social et des initiatives de travail indépendant pour relever les taux d'emploi des Roms.

2. Agence des Droits Fondamentaux

2.1. Inclure l'entrepreneuriat social et l'économie sociale dans la communauté rom dans le système d'indicateurs de suivi et d'évaluation (S & E) des stratégies nationales, car ils intègrent une quantité considérable d'informations sur l'ampleur de l'intégration des Roms.

3. Gouvernements des pays de l'EEE et la Suisse

3.1. Le programme d'intégration des Roms devrait être inclus dans l'Espace économique européen (EEE) / mécanisme financier norvégien et contribution suisse dans les nouvelles périodes de planification. Il est fortement recommandé que ces mécanismes financiers maintiennent l'exigence d'une participation de 10% des Roms dans certains domaines thématiques et programmes clés (développement local, réduction de la pauvreté) ;

3.2. Le mécanisme financier de l'EEE / Norvège et la contribution suisse devraient envisager de financer des initiatives en faveur de l'entrepreneuriat social et du travail indépendant comme moyen d'accroître l'emploi des Roms dans le cadre de la contribution EEE / FM norvégienne et suisse.

4. Gouvernements nationaux des États membres de l'UE

La mise en œuvre des stratégies nationales d'intégration des Roms, des plans régionaux et locaux d'intégration des Roms, devrait intégrer dans la partie « accès à l'emploi » les possibilités de développement de l'entrepreneuriat social et des initiatives d'auto-emploi.

4.1. Il est essentiel que tous les États membres reconnaissent officiellement l'entreprise sociale et ses différences par rapport à d'autres types d'entreprises ;

4.2. Après l'étape précédente, les États membres devraient fournir les ressources financières nécessaires au développement de l'entrepreneuriat social et de l'économie sociale dans la communauté rom cofinancée par des fonds de l'UE (notamment le FSE), l'AEE / Norvégien FM, la coopération suisse et les budgets nationaux. La création d'un mécanisme ou d'un protocole commun pour cette raison est fortement recommandée en tenant compte des différences entre le cadre financier des États membres ;

4.2.1. Les autorités de gestion des programmes cofinancés par le FSE devraient utiliser les opportunités de « l'intégration socio-économique des communautés marginalisées telles que les Roms », « Promouvoir l'entrepreneuriat social » et « L'emploi indépendant, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises » pour soutenir le développement des initiatives d'entrepreneuriat social et du travail indépendant pour relever les taux d'emploi des Roms.

« L'intégration socio-économique des communautés marginalisées telles que les Roms » devrait inclure des incitations à l'économie sociale ;

4.2.2. Les opérateurs respectifs de la coopération EEA / Norvège FM et de la coopération suisse au niveau national devraient inclure des incitations à la création d'entreprises sociales et au développement de l'économie sociale dans la communauté rom.

15

5. Points de Contact Nationaux pour les stratégies nationales

5.1. Les Points de Contact Nationaux jouent un rôle important dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des stratégies nationales pour l'intégration des Roms. Dans cette perspective et en tant que nouveau stimulant de l'exercice, il conviendrait d'élaborer des instructions, une méthodologie et une documentation, en encourageant les autorités locales et les autres parties prenantes à envisager d'adopter des entreprises sociales et de développer l'économie sociale dans la communauté rom comme un élément important dans les plans municipaux d'intégration des Roms et dans la stratégie nationale d'intégration des Roms ;

5.2. Les Points de Contact Nationaux devraient surveiller le développement de l'entrepreneuriat social et de l'économie sociale dans la communauté rom dans le cadre du suivi et de l'évaluation des stratégies nationales et faire rapport annuellement des principales conclusions à la Commission européenne.

6. Autorités locales et régionales

Conformément aux principes de subsidiarité, de proportionnalité et de proximité, ainsi que de l'impact territorial de la législation communautaire, les autorités régionales et locales devraient jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre des stratégies nationales. Dans cette perspective, il est recommandé :

6.1. D'intégrer le développement des initiatives d'entrepreneuriat social et du travail indépendant pour relever les taux d'emploi des Roms dans leurs Plans d'Intégration Régionaux ou Municipaux ;

6.2. D'établir un cadre d'encouragements pour les initiatives d'entrepreneuriat social et le travail indépendant, en augmentant les taux d'emploi des Roms au niveau régional/municipal.

7. Une approche méthodologique différente

Le 6 juillet 2011, à Strasbourg, le Conseil de l'Europe et la Commission européenne ont intensifié leurs efforts pour améliorer la place de la minorité rom dans la société européenne en approuvant une action commune pour la formation des médiateurs roms¹⁶. En 2012¹⁷, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a reconnu que la médiation peut

¹⁶ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-11-841_en.htm

¹⁷ [https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&Ref=CM/Rec\(2012\)9&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864&direct=true](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&Ref=CM/Rec(2012)9&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864&direct=true)

être un outil utile pour améliorer l'inclusion des Roms et a recommandé aux gouvernements des États membres, en tenant dûment compte de leurs systèmes constitutionnels et, le cas échéant, les circonstances régionales et locales devraient développer et maintenir un système efficace de médiation de qualité avec les communautés roms.

Il est vivement recommandé aux États membres de s'aligner sur les recommandations du Conseil de l'Europe et de suivre les bonnes pratiques qui ont été mises en évidence par des programmes tels que le programme ROMED « Médiation interculturelle pour les communautés roms » mis en œuvre à partir de 2011 en tant qu'action commune du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne.

Conclusions

En résumant les observations et recommandations ci-dessus, le consortium du projet SERCo tire les conclusions suivantes :

1. L'économie sociale et l'entrepreneuriat social dans la communauté rom constituent une tendance importante et novatrice dans l'ensemble de la politique d'intégration des Roms. Cette tendance peut contribuer à réduire le risque de pauvreté et à augmenter le niveau d'emploi des Roms ;
2. Le cadre politique pour l'intégration des Roms aux niveaux européen, national et local devrait intégrer l'économie sociale et l'entrepreneuriat social dans la communauté rom comme moyen d'intégration et de réduction de la pauvreté. L'utilisation extensive de mécanismes financiers et des fonds comme le FSE est déjà une pratique courante dans le financement de ces initiatives pour la population en général. Il existe déjà une tendance à modifier les règlements de ces fonds pour offrir des possibilités financières et des développements de l'entrepreneuriat social, économique et social dans la communauté rom ;
3. Les administrations nationales (y compris les Points de Contact Nationaux pour les stratégies nationales) et les autorités régionales et locales devraient développer et exploiter les possibilités politiques et financières existantes. Ils ont la responsabilité principale d'établir les conditions préalables nécessaires au développement de l'entrepreneuriat social et de l'économie sociale dans la communauté rom et d'appuyer les efforts déployés dans ce sens par un large éventail d'acteurs tels que les entreprises, les organisations non gouvernementales et d'autres.
4. Le principal objectif du projet SERCo, consistant à rationaliser la création d'entreprises sociales roms dans les stratégies nationales d'intégration des Roms, est valable et parfaitement aligné sur les besoins des citoyens roms et sur les documents stratégiques de l'Union européenne et des autres institutions européennes. Son objectif est de résoudre le problème de l'inclusion sociale et économique des communautés roms dans les pays partenaires en :
 - appliquant le concept d'économie sociale comme une solution innovante pour réduire le risque de pauvreté et pour améliorer l'esprit d'entreprise,

17

- assistant les initiatives sociales des Roms et en promouvant l'économie sociale au sein des communautés roms et du public en formant des personnes d'un certain profil pour agir en tant que médiateurs entre les Roms et les institutions publiques. Ces médiateurs auront les compétences nécessaires pour soutenir la planification, l'établissement et la viabilité des entreprises sociales au sein des communautés roms et
- répondant au besoin de s'attaquer stratégiquement aux principaux obstacles à l'intégration économique et sociale des Roms.

Bibliographie

- 2011, Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, *An EU Framework for National Roma Integration Strategies up to 2020*. Available at: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1444910104414&uri=CELEX:52011DC0173>
- 2012, Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, *National Roma Integration Strategies: a first step in the implementation of the EU Framework*. Available at: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1444910230246&uri=CELEX:52012DC0226>
- 2013, Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, *Steps Forward In Implementing National Roma Integration Strategies*. Available at: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1444910598772&uri=CELEX:52013DC0454>
- 2014, *Report on the implementation of the EU Framework for National Roma Integration Strategies* COM (2014) 209. Available at: http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/Roma_implement_strategies2014_en.pdf
- 2013, *European Council Recommendation of 9 December 2013 on effective Roma integration measures in the Member States*. Available at: [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1468088863200&uri=CELEX:32013H1224\(01\)](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1468088863200&uri=CELEX:32013H1224(01))
- 2013, Regulation (EU) No 1304/2013 of the European Parliament and of the Council of 17 December 2013 on the European Social Fund and repealing Council Regulation (EC) No 1081/2006. Available at: http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2013.347.01.0470.01.ENG